

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 38 – du 17 octobre au 24 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

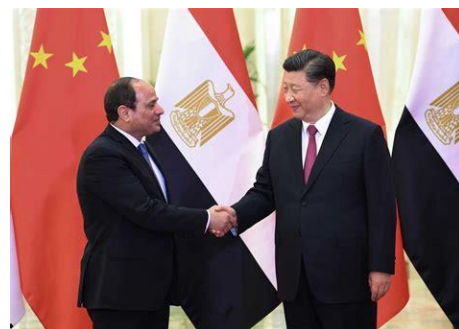
ZOOM : PRÉSENCE ÉCONOMIQUE DES ACTEURS CHINOIS, RUSSES ET TURCS AU PROCHE-ORIENT

La Chine, la Russie, la Turquie possèdent des intérêts et des stratégies d'interventions diversifiées et hétérogènes au Proche-Orient. Ces pays ont d'une part une influence commerciale importante avec des volumes d'exportations vers le Proche-Orient conséquents (Chine, Turquie), et d'autre part une influence économique ciblée tant au point de vue des géographies que des secteurs stratégiques. De manière générale, les cadres de coopération économique ont néanmoins des difficultés à se traduire par des investissements concrets et illustrent des partenariats asymétriques.

Au plan commercial, la Chine et la Turquie sont des partenaires commerciaux importants, figurant en tête des fournisseurs de nombreux pays du Proche-Orient, ce qui génère le plus souvent une relation asymétrique, avec des importations bien plus élevées que les exportations. La Chine est dans le top 4 des fournisseurs de tous les pays du Proche Orient, et le premier client pour le pétrole irakien et iranien. La Turquie est elle aussi particulièrement présente sur le plan commercial en Syrie, au Liban, dans les Territoires palestiniens, en Irak, en Égypte et en Israël. Les échanges de la région avec la Russie sont en revanche en perte de vitesse, mais le pays reste positionné sur des secteurs essentiels (en particulier, 86% des importations de blé en Égypte sont d'origine russe).

Les entreprises de ces pays sont souvent en compétition sur les mêmes marchés stratégiques, principalement l'énergie, les infrastructures de transports et la (re)construction. Les entreprises turques sont très présentes dans les secteurs agroalimentaires, du textile, de l'électroménager, de l'ameublement et, en Jordanie, de l'approvisionnement en eau. Les entreprises chinoises sont impliquées sur les segments de l'énergie, les télécommunications et l'industrie extractive, et se positionnent plus récemment en Égypte sur les marchés du ferroviaire, de l'automobile, de l'électricité et de l'aménagement urbain. Les entreprises russes privilégient le positionnement sur des chantiers énergétiques et d'infrastructures (Syrie, Irak, Égypte). Tandis que les zones industrielles et marchés de la reconstruction sont des espaces de compétition spécifiques, la Syrie, l'Irak, et peut être prochainement les Territoires palestiniens et le Liban représentent des « marchés de la reconstruction » et font l'objet de discours et d'investissements conséquents.

Les niveaux de formalisation de la diplomatie économique et financière varient selon les structures et ambitions de la coopération. La multiplication des accords de coopération produit peu d'effets économiques et de pénétration financière sur le long terme, notamment à cause du climat des affaires dégradé. Spécifiquement, les accords de libre-échange mettent du temps à être approuvés et appliqués, et actent souvent de l'asymétrie de la relation commerciale. Le manque de formalisation ou de clarté du cadre d'intervention permet aussi d'adapter les opérations au gré des évolutions économiques et politiques. La Chine et la Turquie mobilisent particulièrement les leviers de dette et des outils de coopération assimilables à de l'aide au développement. La Turquie finance des projets de développement principalement par le biais de son agence de coopération TIKA et des lignes de prêts budgétaires (Liban, TP, Irak). La Chine, qui devient par ailleurs un créancier considérable, notamment en Égypte, intègre de plus en plus le Proche-Orient dans sa matrice des nouvelles routes de la soie (« Belt and Road Initiative »), notamment auprès de ses membres affiliés : Irak (adhésion en 2015), Égypte (2015), Territoires Palestiniens (2022), Jordanie (2023), et Syrie (2023).



Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LE FMI MAINTIENT SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE

Dans ses nouvelles prévisions d'octobre, le FMI a maintenu sa prévision de croissance de 2,7 % pour l'année 2024 et 4,1 % pour l'année 2025, confirmant les prévisions de la troisième revue du programme. Au même moment, le gouvernement égyptien a annoncé son souhait de [revoir le calendrier de mise en œuvre du programme FMI](#) en cours, estimant que les difficultés économiques causées par le contexte international (et en particulier l'impact sur les recettes tirées du canal de Suez) ne permettraient pas de répondre à certaines exigences du FMI.

2. TROISIÈME HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS DEPUIS MARS 2024

Le ministère du Pétrole et des Ressources Minières a annoncé le 18 octobre une [nouvelle hausse des prix des carburants](#), de 8 à 17 % selon les types, l'augmentation la plus forte concernant le diesel et le kérosène. Cette troisième révision à la hausse des tarifs en 2024, la précédente remontant à juillet (+10 à 15 %), s'explique par la baisse progressive des subventions, dans le cadre des réformes soutenues par le FMI. Le gouvernement prévoit en effet de mettre un terme aux subventions du secteur à l'horizon de la fin de l'année 2025 (hors diesel), mais ne prévoit pas de nouvelles hausses sur les six prochains mois. Malgré ces hausses successives, l'Égypte demeure le 4^{ème} pays au monde où le carburant est le moins cher (environ 15 EGP le litre pour l'essence soit 0,30 EUR). Si les nouveaux tarifs couvrent désormais 85 % des coûts réels de l'essence et 69 % de ceux du diesel, les subventions devraient encore affecter le budget de l'État à hauteur de 8 Mds EGP (152 M EUR) pour le diesel et 1,8 Md EGP (34 M EUR) pour l'essence sur l'exercice en cours. La prochaine révision des prix n'est pas attendue avant avril 2025.

3. VISITE EN ÉGYPTE DU PRINCE HÉRITIER SAOUDIEN

Lors de la visite au Caire le 15 octobre du Prince héritier Mohammed bin Salman au Caire le 15 octobre, [un accord](#) portant sur la protection des investissements mutuels et la création d'un Conseil de coordination suprême égypto-saoudien a été signé. Coprésidé par les dirigeants des deux pays, cet accord vise à renforcer la coopération institutionnelle et économique. Dans un communiqué officiel, les deux pays se sont engagés à renforcer leurs échanges dans une multitude de secteurs (énergie, transport, logistique, ICT, agriculture, etc.), rappelant la bonne dynamique des

échanges commerciaux, alors que le commerce bilatéral entre les deux pays a progressé de 40% au premier semestre 2024 (g.a), faisant de l'Arabie saoudite le second partenaire bilatéral de l'Égypte sur la période. À cette occasion, le Prince héritier a rappelé l'investissement de 5 Mds USD, annoncé en septembre par le Fonds public d'investissement (PIF), qui s'inscrit comme « une première phase » d'un programme plus large. Parallèlement à cette visite, le gouvernement égyptien a annoncé prévoir une mise en service du projet d'interconnexion électrique entre l'Égypte et l'Arabie saoudite dès avril 2025. La première phase du projet, qui a mobilisé un investissement de 1,8 Mds USD, aura une capacité de 1,5 GW, extensible à 3 GW par la suite.

IRAK

1. APPROBATION D'UN PROJET DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT AU PROFIT DU SECTEUR AGRICOLE

Le Fonds vert pour le Climat a approuvé le 24 octobre le financement d'un [projet](#) de 39 M USD visant à renforcer la résilience du secteur agricole face au changement climatique dans les gouvernorats de Najaf, Karbala et Muthanna. Ce projet sera mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec le gouvernement irakien sur une durée de six ans. Il vise à favoriser des pratiques agricoles plus durables et l'utilisation accrue d'énergies renouvelables. La promotion de la place des femmes dans le secteur agricole est également un axe prioritaire. Le programme répond à des besoins critiques de sécurité alimentaire, de gestion de l'eau et d'adaptation de l'agriculture dans des régions particulièrement vulnérables et exposées aux effets du changement climatique en Irak. En effet, le pays est confronté depuis plusieurs années à d'importants risques climatiques (hausse des températures, sécheresses prolongées, baisse des ressources hydriques) qui ont été aggravés par une mauvaise gestion de l'eau entraînant de graves répercussions sur la productivité agricole.

2. LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE RÉVISENT À LA BAISSÉ LEURS PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR 2024 ET 2025

Lors des assemblées annuelles d'octobre 2024, le FMI et la Banque Mondiale ont fortement révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Irak. Le FMI anticipe désormais une croissance quasi nulle de 0,1 % en 2024, contre 1,4 % prévu en avril, tandis que la Banque Mondiale table sur une contraction du PIB de -0,9 %. Une reprise économique est attendue en 2025, avec des estimations de croissance prévues de 4,0 % par la Banque Mondiale et de 4,1 % par le FMI,

là aussi fortement révisées à la baisse par rapport aux prévisions d'avril qui se situaient à 5,3%. L'inflation annuelle moyenne devrait continuer de ralentir pour atteindre 3,2% en 2024 avant d'augmenter légèrement en 2025 à 3,5% (contre 5% et 4,4% en 2022 et 2023). Quant au déficit budgétaire 2024, il devrait s'établir à 5 %, en amélioration par rapport à la prévision précédente (7,6%). La dette publique devrait atteindre 45,9% du PIB en 2024 et augmenter sensiblement dans les années à venir (52,2% en 2025 et 74,1% en 2029).

3. SIGNATURE D'UN ACCORD D'IMPORTATION DE GAZ AVEC LE TURKMÉNISTAN

Le Ministre de l'Électricité, Ziad Ali Fadhel, a signé le 22 octobre un contrat avec le Ministre des Affaires gazières du Turkménistan portant sur l'importation de gaz naturel destiné à la production d'électricité. Le gaz turkmène sera transporté par gazoducs via l'Irak, suite à un accord signé entre ces deux pays en juillet 2024. Le contrat est l'aboutissement de négociations engagées dans le cadre d'un protocole d'accord signé entre l'Irak et le Turkménistan en novembre 2023 pour l'importation par l'Irak de 9 Mds m³ de gaz par an sur 5 ans. Selon le Ministre de l'Électricité irakien, le Turkménistan fournira 10 M m³ par jour en hiver et 20 M m³ en été, période de pointe de la consommation d'électricité. Avec cet accord, l'Irak entend ainsi diversifier son approvisionnement en gaz. En mars 2024, le pays avait signé un contrat avec la *National Iranian Gas Company* portant sur l'achat de 50 M m³ de gaz par jour pendant cinq ans. Près de 40% de l'électricité irakienne est produite à partir de gaz iranien et d'électricité directement importée d'Irak. En 2023, l'Irak aurait importé 9 Mds m³ de gaz d'Irak. Malgré ces importations de gaz, le déficit de production d'électricité reste important en Irak : la demande est estimée à 34 GW lors des périodes de pic estival pour une production maximale de 27 GW atteinte à l'été 2024. 80% de la production nationale d'électricité est assurée par des centrales alimentées au gaz. La demande d'électricité devrait atteindre 40 GW à horizon 2030.

4. AUGMENTATION DES EXPORTATION CHINOISES VERS L'IRAK

Selon la *General Administration of customs of China* (GACC), les exportations chinoises à destination de l'Irak ont augmenté de 12% sur les neuf mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, atteignant 11,9 Mds USD (10,6 Mds USD en 2023). Ces exportations devraient s'élever à 16 Mds USD sur les 12 mois 2024. Sur neuf mois, les ventes de l'Irak vers la Chine (pétrole brut), se sont élevées à 29,5 Mds USD, en augmentation de 11,7% par rapport à 2023

(26,4 Mds USD). Le total des échanges commerciaux entre les deux pays pourrait atteindre 55 Mds USD en 2024. La Chine est le 1^{er} partenaire commercial de l'Irak.

IRAN

1. PROJET DE BUDGET 2025/2026

La première partie du projet de budget 1404 (2025/2026) a été présentée par le Président au Parlement, dans les temps impartis. Ce nouveau budget de l'État englobe le budget des subventions (anciennement appelé « alinéa 14 »), présentant ainsi une vision plus transparente et réaliste des finances publiques. Cette intégration augmente donc significativement le montant total des recettes et dépenses budgétaires. Les recettes prévues de ce nouveau projet de budget enregistrent une hausse de 68 % en g.a, dont une augmentation de 39 % des recettes fiscales, 32 % des recettes pétrolières totales (internes et externes), 175 % des recettes provenant des obligations et 125 % des recettes de privatisation. La part du Fonds national de développement (FND) a été réduite de 48 % à 20 %, afin d'augmenter la part de l'État dans les revenus d'exportations pétrolières. Ce changement a été approuvé par le Guide suprême avant la présentation du budget au Parlement et est considéré juridiquement comme une dette de l'État envers le FND, à rembourser dans les années à venir. D'après le vice-président chargé des affaires budgétaires (chef de l'Organisation de planification et du budget), le remboursement des intérêts et du principal des obligations s'élèvera à 5 M Mds IRR et les dettes de l'État envers la sécurité sociale, les producteurs d'électricité et les producteurs d'engrais seront remboursées soit par les recettes provenant des émissions obligataires, soit par celles issues de la privatisation. Par ailleurs, l'allocation de pétrole brut aux organismes militaires a considérablement augmenté en glissement annuel, passant de 1,36 M Mds IRR à 5,61 M Mds IRR (+ 313 %).

2. DÉFICIT DE 4,3 MDS\$ DU BUDGET « SUBVENTIONS » EN 2023/2024

Selon une étude menée par le centre de recherche du Parlement, 93 % des recettes et des dépenses prévues à l'alinéa 14 (i.e. le budget spécifique aux subventions) de la loi de finances 2023/2024 ont été réalisées. Ce budget, qui représente environ 30 % du budget de l'État, a été présenté ces dernières années séparément du budget de l'État. Selon l'étude, le déficit de ce budget s'est élevé à 123 M Mds IRR (soit 4,3 Mds \$ au taux NIMA II du budget 2023/2024),

compensé par **i)** 36 M Mds IRR d'avance de la Caisse du Trésor, **ii)** 35 M Mds IRR d'émissions obligataires, **iii)** 20 M Mds IRR sous forme de prêts bancaires, **iv)** 15 M Mds IRR à travers une ligne de crédit de la Banque Centrale, **v)** 8 M Mds IRR provenant du solde non consommé de l'exercice 2022/2023 (année du commencement de la suppression du taux préférentiel 1 \$ = 42 000 IRR), **vi)** 4,5 M Mds IRR sous forme de prêts de la Banque Centrale et **vii)** 4,5 M Mds IRR issus du budget interne de la Société de commerce gouvernementale (GTC). Le déséquilibre, structurel, de ce budget constitue l'une des raisons principales de la dépréciation continue du rial.

3. CROISSANCE PRÉVISIONNELLE À 2,5% EN 2024/2025

Selon le centre de recherche du Parlement, la croissance économique prévue pour 2024/2025 (1403) et 2025/2026 (1404) serait estimée respectivement à 2,5 % et 2,8 %. Ces taux sont nettement inférieurs à ceux fixés dans le 7^{ème} plan quinquennal (moyenne annuelle de 8 % sur cinq ans) et à la moyenne des quatre dernières années (4,2 %). Le centre estime qu'en cas de stabilité de la situation économique, la diminution progressive de l'inflation se poursuivra, mais que les déséquilibres budgétaire et bancaire, ainsi que les déséquilibres énergétiques constitueront les principaux freins à la croissance. Il propose une refonte profonde des politiques économiques, tout en tenant compte de la sensibilité sociale de certaines réformes (ex: augmentation du prix de l'essence). Le Centre souligne en outre l'importance d'ouvrir l'économie aux investissements étrangers, de renforcer les investissements intérieurs, de mettre en œuvre une régulation efficace du système bancaire et de mieux maîtriser les politiques budgétaires.

4. NIVEAU RECORD DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE

Selon l'entreprise Kpler, les exportations iraniennes de pétrole brut ont atteint 1,85 M BJ en septembre, un niveau record depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'Accord de Vienne en 2018. En moyenne sur l'année 2024, les exportations se seraient élevées à 1,54 M BJ, soit une augmentation de 0,2 M BJ par rapport à 2023. La Chine continue d'absorber environ 90 % des exportations de brut iranien, par un système de transfert de chargements transitant par la Malaisie, en dépit de la mise sous sanctions par les Etats-Unis ces derniers mois de plusieurs vaisseaux impliqués dans ces transits. Les exportations d'octobre ont cependant significativement baissé à 1,24 M BJ, en raison de la crainte d'une riposte militaire israélienne sur les infrastructures énergétiques de l'Iran.

ISRAËL

1. L'ESCALADE DU CONFLIT SUR LE FRONT NORD FAIT AUGMENTER LE COÛT DE LA GUERRE

Depuis l'escalade à la frontière libanaise début septembre, le coût total du conflit pour l'État sur les cinquante derniers jours s'est établi à 25 Mds ILS, soit 500 M ILS (132 M USD) par jour. Selon la presse locale, le coût de la guerre a augmenté en raison de la mobilisation ces dernières semaines de dizaines de milliers de réservistes dans le cadre du déploiement au Liban de plusieurs divisions pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre, ainsi que de l'utilisation de munitions et d'intercepteurs coûteux. Ces dépenses accrues n'ayant pas de sources de financement dans le budget actuel, le gouvernement devrait dépasser le plafond du budget 2024 pour la troisième fois, notamment en raison du report à la prochaine année fiscale de l'aide américaine (estimée à 18 Mds ILS, soit 4,7 Mds USD).

2. AUGMENTATION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE POUR LE 18^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Après avoir été nul en mars 2023, le déficit budgétaire d'Israël a de nouveau augmenté pour le dix-huitième mois consécutif, selon le dernier rapport du Trésorier général du Ministère des finances. Il continue de s'écarter de l'objectif fixé de 6,6% du PIB par le gouvernement dans le budget révisé 2024 approuvé en mars dernier, en s'établissant fin septembre à 8,5% du PIB, soit 165,8 Mds ILS. Alors que la majeure partie du déficit provient de l'augmentation des dépenses de défense (cf. supra), les recettes de l'État ont montré une tendance haussière constante de 5,4% depuis le début de l'année.

3. LE FMI RÉVISE À LA BAISSÉ SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR ISRAËL

D'après les dernières perspectives de l'économie mondiale établies par le Fonds Monétaire International (FMI), la reprise économique en Israël « d'après-guerre » prendra plus de temps que prévu. Pour 2024, le FMI a baissé sa prévision de 1,6% en avril à 0,7% seulement, ce qui représente une baisse nette du PIB par habitant. Dans un scénario optimiste de fin de guerre, le FMI prévoit une croissance de 2,7% du PIB en 2025 (par rapport à la prévision d'avril de 5,4% pour 2025), puis une amélioration progressive à 3,5% en 2029. Cette actualisation du FMI prévoit un ralentissement progressif de l'inflation pour atteindre un taux

annuel de 3 % en 2025, in extremis dans la fourchette de 1 à 3 % fixée par la Banque d'Israël.

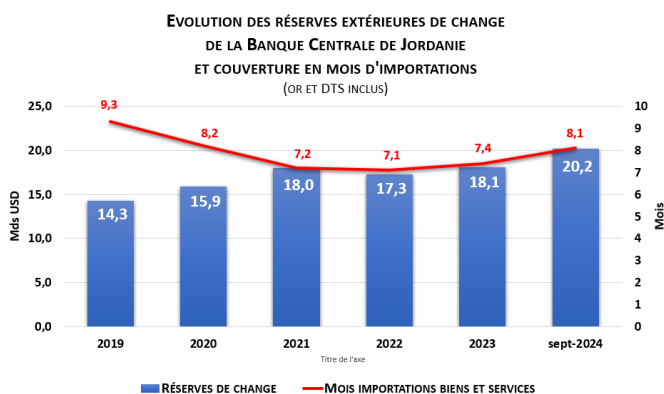
JORDANIE

1. BAISSÉ DE L'ACTIVITÉ (-6,4%) DE L'AÉROPORT D'AMMAN SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE 2024

Selon Airport International Group (AIG), l'aéroport international Queen Alia (QAIA) a accueilli 6,8 M de passagers sur les trois premiers trimestres de 2024, soit une baisse de -6,4 % en glissement annuel (g.a.). Au cours de la même période, QAIA a enregistré 56 625 mouvements d'avions et a traité 57 753 tonnes de fret, en baisse de -5,9 % et en hausse de +19,2 % respectivement en g.a.

2. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE (+11,6%)

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont atteint 20,2 Mds USD à la fin du mois de septembre, contre 18,1 Mds USD à la fin du mois de décembre 2023, ce qui représente une hausse +11,6 %. Selon les données de la CBJ, les réserves actuelles sont suffisantes pour couvrir 8,1 mois d'importations de biens et de services en Jordanie, contre 7,4 mois à la fin 2023.



Source : Banque Centrale de Jordanie

LIBAN

1. CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE SOUTIEN POUR LE LIBAN

À l'initiative du Président de la République française, une Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban s'est tenue le 24 octobre à Paris et a réuni les États partenaires du Liban, les Nations Unies, l'Union Européenne et les organisations internationales, régionales et de la société civile. Elle a permis de mobiliser de la part des différents participants un montant total d'1 Md USD, dont 800 M USD d'aide humanitaire (notamment dans les secteurs de la santé, l'alimentation, l'eau et l'éducation) et 200 M USD

pour soutenir les forces de sécurité du Liban. Depuis l'escalade des conflits le mois dernier, le système socioéconomique libanais a connu une très nette dégradation, marquée à la fois par une contraction de l'économie (attendue entre -6% et -10% pour l'année 2024 selon les estimations des organisations internationales) et par un nombre important de déplacés issus des régions ciblées par les bombardements (780 000 selon l'OIM et plus d'un million selon les autorités libanaises).

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SIGNATURE D'ACCORDS ENTRE PROPARCO ET BANK OF PALESTINE

Le Consul Général de France à Jérusalem a signé le 23 octobre 2024 un accord sur deux subventions de Proparco, pour un montant total de 1,34 M EUR. Le premier bénéficiaire de ces aides est le programme Intersect Hub de la Bank of Palestine, visant à soutenir l'écosystème de startups palestiniennes et à favoriser l'emploi des jeunes palestiniens dans ce secteur, à hauteur de 1 M EUR. Cette subvention permettra d'aider 90 startups dans 3 localités sur la période 2024-2027. Les 340 000 EUR restants serviront à la stratégie de déploiement de 1000 TPE (terminaux de paiement électroniques) pour les commerçants à travers l'ensemble des territoires palestiniens, afin de renforcer la bancarisation des populations, et d'atténuer les risques liés au manque de cash en Cisjordanie, mais aussi à Gaza (où il n'y a plus qu'un ou deux ATM fonctionnels), dès que les conditions sécuritaires le permettront.

2. LES BANQUES PALESTINIENNES EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES ISRAËLIENNES POUR LES TRANSFERTS BANCAIRES

Selon une source proche du dossier, les exigences d'Israël concernant l'émission des lettres de confort nécessaires pour permettre aux banques israéliennes de continuer à effectuer des transactions avec les banques palestiniennes ont été satisfaites par les autorités palestiniennes. Les experts techniques estiment que cela devrait justifier une prolongation d'au moins un an du dispositif actuel, qui doit expirer le 31 octobre, afin d'éviter une crise économique en Cisjordanie. Le secrétaire adjoint au Trésor américain, Wally Adeyemo, qui avait prévenu Israël le mois dernier que l'interruption des relations bancaires mettrait en péril sa propre sécurité, s'est entretenu lundi 21 octobre avec le Premier Ministre Mohammad Mustafa, et a pris note des progrès réalisés par l'Autorité palestinienne en ce qui concerne le régime de lutte contre le blanchiment

de capitaux et le financement du terrorisme, notamment le renforcement de la conformité effective avec les normes internationales.

3. VERS UN APPAUVRISSEMENT INQUIÉTANT DE LA POPULATION PALESTINIENNE APRÈS UN AN DE CONFLIT

Selon le dernier rapport publié par le PNUD, les projections économiques indiquent que le PIB des territoires palestiniens devrait se contracter de 35,1% en 2024 et que le taux de chômage pourrait atteindre en fin d'année 49,9 %, confirmant les chiffres annoncés par la Banque Mondiale en septembre. À la fin de 2024, l'indice de

développement humain (IDH) de l'État de Palestine tomberait à 0,643, un niveau jamais atteint depuis le début des calculs de l'IDH en 2004. L'IDH de Gaza devrait tomber à 0,408, effaçant plus de 20 ans de progrès. L'IDH de la Cisjordanie devrait tomber à 0,676, ce qui représente une perte de 16 années de développement. Ainsi, le taux de pauvreté dans les territoires palestiniens devrait atteindre 74,3 % en 2024, touchant 4,1 millions de personnes, dont 2,61 millions de personnes qui vivaient au-dessus du seuil de pauvreté avant la guerre.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	106	43	87	9,8	10,3	5,4	5,5	23
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18	17	8
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3728	5884	4234	53233	4946	3315	3177	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	0,5	-7,4	-1,5
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	0	-3,9	-8,0
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	280	63	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	31,2	3,0	1,8	33	6	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	49,8	47,4	n/a	47	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr